

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 23/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARKEMA

ZI des Prés-Roseaux
BP 13
60870 Villers-Saint-Paul

Références : IC-R/0279/24-RM/SL
Code AIOT : 0005101668

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/07/2024 dans l'établissement ARKEMA implanté ZI des Prés Roseaux BP 90013 RIEUX CEDEX 60870 Villers-Saint-Paul. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARKEMA
- ZI des Prés Roseaux BP 90013 RIEUX CEDEX 60870 Villers-Saint-Paul
- Code AIOT : 0005101668
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement ARKEMA à Villers-Saint-Paul a pour cœur de métier la production de résines photoréticulables destinées aux marchés des revêtements (résines et peintures).

Le site produit également des résines acrylates, méthacrylates et des polymères de spécialité qui entrent dans la fabrication de composants électroniques, de la fibre optique, de revêtements industriels, de produits d'étanchéité, de produits à base de caoutchouc et d'adhésifs, des arts graphiques.

L'établissement est classé Seveso Seuil Haut. Ses activités sont autorisées par arrêté préfectoral du 30/03/2007.

Cet arrêté a été complété par l'arrêté du 21/10/2008 pour les synthèses de résines de revêtement du secteur « Coatings ». Ces activités, arrêtées en juin 2016, font l'objet d'une procédure de cessation d'activités en cours.

Le site se situe sur la plateforme industrielle de Villers-Saint-Paul, qui compte également les sociétés Chemours (Seveso Seuil Bas), DOW (Seveso Seuil Bas), IWT (Autorisation) et VSPU (Autorisation).

Thèmes de l'inspection :

- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Stratégie incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	Demande d'action corrective	3 mois
8	Entretien et contrôles	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-9	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Recours au SDIS	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-2	Sans objet
3	Utilisation des moyens semi-fixes ou mobiles	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-3	Sans objet
4	Bassin de confinement	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-6	Sans objet
5	Justification des débits et quantités	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-2	Sans objet
6	Refroidissement	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-7	Sans objet
7	Réseau	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection avait pour but de constater les améliorations apportées par l'exploitant sur sa stratégie de défense contre l'incendie des liquides inflammables et de contrôler les mesures mises en œuvre pour corriger les non-conformités relevées lors de l'inspection précédente.

Le but de cette inspection était de constater si le document respecte les exigences réglementaires en vue de soumettre au SDIS 60 la demande de non-autonomie demandée par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stratégie incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
Thème(s) : Risques accidentels, Stratégie incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre : <ul style="list-style-type: none">- 1 : feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ;- 2 : feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions ;- 3 : feu d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site ;- 4 : en cas de présence de stockages en récipients mobiles, les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté du 24 septembre 2020 La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le début de l'incendie « et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts de récipients mobiles. Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend : <ul style="list-style-type: none">- les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article « R. 181-54 » du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;- les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article 43-2-3 et au deuxième alinéa de l'article 43-3-1 du présent arrêté. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document.- en cas de présence de stockage en récipients mobiles, l'attestation de conformité du système d'extinction automatique d'incendie accompagnée des éléments prévus à l'article VI-5-III et au point IV de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020 ou, le cas échéant, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé aux points III de l'article VI-5-III et aux point I. B, II ou III de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020.
Constats :

Constats de l'inspection en date du 05/04/2023 :

Lors de la visite du 05/04/2023, il avait été constaté la non-conformité suivante :

Le dossier de stratégie de défense incendie ne contient pas l'ensemble des informations prévues au sein de la prescription.

Il avait été demandé à l'exploitant de mettre à jour le dossier de stratégie de lutte contre l'incendie afin qu'il précise pour chacun des scénarios (feux de réservoir, feux de rétention et feux d'équipements mobiles) de tous les équipements concernés du site toutes les phases de lutte contre l'incendie (temporisation, extinction, refroidissement et maintien du tapis de mousse). Ces phases peuvent ne pas être applicables dans certains cas explicités par l'exploitant. Ainsi, selon cet état des lieux exhaustif, l'exploitant détermine en fonction des moyens à mettre en œuvre (eau et émulseur) le scénario majorant de l'établissement.

Tous les scénarios seront étudiés afin de décrire la durée de chacune des phases qui s'appliquent. L'exploitant réalisera un comparatif entre les besoins en moyens et les ressources présentes et disponibles en tout temps sur le site. La stratégie de lutte contre l'incendie se composant aujourd'hui de deux documents devra dans sa mise à jour, être un dossier consolidé. Ce document consolidé, sera soumis pour avis au SDIS 60 (après une instruction de l'inspection des installations classées) afin qu'il puisse déterminer si le site d'ARKEMA est en mesure de bénéficier du régime de non-autonomie. Le document mis à jour est transmis à l'inspection des installations classées sous 1 mois.

Constats de l'inspection en date du 02/07/2024 :

La stratégie de défense contre l'incendie de l'exploitant a fait l'objet d'échanges en amont de l'inspection. En effet, l'Inspection avait formulé des remarques sur des présentations de modélisations thermiques, les courbes de remplissage des rétentions ainsi que les moyens incendie à disposition. Le jour de l'inspection, l'exploitant a pu formellement présenter les évolutions apportées au document.

L'exploitant indique dans un premier temps les scénarios retenus. Il a identifié :

- Le feu de réservoir de liquide inflammable ;
- Le feu de rétention de réservoir de liquide inflammable ;
- Le feu de récipients mobiles en stockage extérieur.

Concernant les scénarios "feu de réservoir de liquide inflammable", l'exploitant indique que la majorité des bacs n'ont pas fait l'objet d'étude car au sein de son étude de dangers, les conditions d'exploitation (toit fixe, inertage, captation des événements) de ces réservoirs rendent improbable ces scénarios. Les seuls stockages concernés sont ceux équipés de toits frangibles.

Le jour de l'inspection, l'Inspection a constaté une incohérence entre l'étude de dangers (EDD) et le document de stratégie de défense contre l'incendie. Dans le dossier de stratégie de défense incendie présenté le jour de l'inspection, l'exploitant a pris en compte un seul réservoir. L'EDD liste trois réservoirs à toit frangible.

Non conformité n°1 (fait modéré) : Le paragraphe «feux de réservoir de liquides inflammables» du dossier stratégie de défense incendie ne présente pas l'intégralité des scénarios possibles.

Afin de solder la non conformité formulée lors de la précédente inspection, l'Inspection a pris par sondage des scénarios au sein de la stratégie de défense incendie. L'Inspection a constaté pour ces scénarios la présence d'une section explicitant :

- La description de l'installation :

La description du réservoir/cuvette, les principaux moyens de lutte contre l'incendie (couronnes, déversoir,...) ;

Le régime associé au scénario (autonomie/non-autonomie) ;

Les installations à proximité et plus particulièrement les installations se trouvant dans les zones d'effets dominos ;

Un plan de l'installation avec les zones des effets thermiques, le matériel pour la lutte incendie et les moyens de protections ;

- L'ensemble des phases de lutte contre l'incendie : détection, temporisation, extinction, refroidissement et maintien du tapis de mousse ;

- Le bilan hydraulique calculé à partir des taux d'application des annexes 5 & 6 de l'arrêté ministériel du 03/10/10 et des caractéristiques de l'installation ;

- La capacité des rétentions à contenir les eaux d'extinctions.

De ce fait, le document répond aujourd'hui à la prescription. Néanmoins afin de pouvoir proposer le document au SDIS 60 l'exploitant devra transmettre le document contenant la mise à jour sur l'ensemble des réservoirs avec un toit frangible.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 : L'exploitant met à jour le dossier de stratégie de défense incendie et notamment les scénarios de feux de réservoir de liquides inflammables sous 3 mois.

Observation n°1 : L'exploitant a étudié les scénarios des zones de dépotage au sein de son dossier de stratégie de défense incendie. Ces scénarios n'ont pas à être intégrés au dossier selon la prescription. Toutefois, il a été identifié que les volumes d'eau et d'émulseur mis en œuvre dans ces scénarios ne seraient pas retenus dans les rétentions présentes.

Il est demandé à l'exploitant d'étudier plus précisément les réseaux de la plate-forme afin de s'assurer de la gestion des eaux de ces scénarios et que celles-ci ne provoquent pas une pollution non maîtrisée et/ou une propagation du feu.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Recours au SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-2

Thème(s) : Risques accidentels, recours SDIS

Prescription contrôlée :

Si l'exploitant prévoit, dans la stratégie définie au point 43-1 du présent arrêté, un recours aux moyens des services d'incendie et de secours, le concours de ces derniers :

- est sollicité auprès du préfet, en précisant si ce recours est temporaire, le temps de réaliser les travaux permettant de respecter notamment les exigences fixées au point 43-3-3 du présent

<p>arrêté, ou si ce recours est permanent. En cas de réponse négative, l'exploitant définit une stratégie de lutte contre l'incendie qui ne prévoit pas le recours aux moyens des services d'incendie et de secours ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - est approuvé par arrêté préfectoral ; - est limité aux moyens matériels non consommables et au personnel d'intervention en complément des moyens de l'exploitant ; - implique la transmission par l'exploitant des informations nécessaires pour permettre à ceux-ci d'élaborer une réponse opérationnelle adaptée.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant maintient sa demande de non-autonomie auprès du SDIS 60 pour les scénarios feux de bacs de liquides inflammables avec un toit frangible car il ne dispose pas des moyens pour les maîtriser. Comme évoqué au point de contrôle précédent, le document sera envoyé pour avis au SDIS 60 dès sa mise à jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Utilisation des moyens semi-fixes ou mobiles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Utilisation des moyens semi-fixes ou mobiles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie et leur adéquation vis-à-vis de la stratégie définie par l'exploitant est démontrée dans les conditions définies au point 43-1 du présent arrêté. En particulier, en cas d'usage par l'exploitant de moyens semi-fixes ou mobiles dans le cadre de cette stratégie, l'adéquation aux moyens humains associés est démontrée, notamment en ce qui concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la cinétique de mise en œuvre eu égard à la cinétique de développement des phénomènes dangereux ; - l'exposition au flux thermique du personnel amené à intervenir qui ne peut excéder 5 kW/ m² compte tenu de la surface en feu. Une valeur supérieure de flux thermique peut être acceptée, sans toutefois dépasser la dose de 1 800 [(kW/m²)^{4/3}].s ni la valeur de 8 kW/m², sous réserve que l'exploitant démontre qu'il possède l'équipement et l'entraînement nécessaires pour une telle intervention ; - la portée des moyens d'extinction par rapport aux flux thermiques engendrés.
<p>Constats :</p> <p>La mise en œuvre des moyens incendie se fait de manière automatique soit par détection soit par la fonte des thermofusibles qui se trouvent en fond de rétention des réservoirs de liquides inflammables. Les deux solutions alertent les opérateurs en salle de contrôle. Le temps de mise en œuvre est donc instantané et de ce fait les équipements ne sont pas susceptibles d'être exposés pendant plus de 15 minutes à des flux thermiques pouvant les dégrader.</p> <p>Concernant le refroidissement, l'accès au dispositif d'actionnement des couronnes se fait en dehors des zones des effets thermiques et permet donc aux opérateurs de ne pas intervenir dans des zones d'effets thermiques supérieurs ou égales à 5kW/m². Lors de la visite terrain, l'Inspection a interrogé les opérateurs en salle de contrôle pour savoir si ils étaient formés à actionner ces couronnes. Les opérateurs ont indiqué à l'Inspection la marche à suivre qui est cohérente avec la</p>

stratégie de défense incendie.
<p>L'exploitant a aussi précisé que dans la planification des exercices d'urgence annuelle, des formations sur la protection incendie sont dispensées.</p> <p>L'inspection a aussi pu constater que dans les scénarios où l'exploitant demande l'intervention du SDIS, les moyens à mettre en œuvre ainsi que les poteaux incendie se trouvent bien en dehors des zones des effets thermiques.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-6
Thème(s) : Risques accidentels, Position
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bassins de confinement des eaux d'incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sont implantés hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m² identifiées dans l'étude de dangers, ou ; - sont constitués de matériaux résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à leur emploi.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu constater au cours de la visite de terrain que le bassin pouvant accueillir les eaux d'extinction était en dehors des effets thermiques identifiés dans l'étude de dangers de l'établissement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation n°2 : Le paragraphe 7.4.6 du dossier de stratégie de défense incendie indique que le confinement peut être réalisé au sein de 4 bassins tampon de 250 m³ au 32ter. Ces derniers ne sont pas disponibles techniquement. L'exploitant doit mettre à jour le paragraphe concerné après contrôle des réseaux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Justification des débits et quantités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-2
Thème(s) : Risques accidentels, Justification des débits et quantités
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le débit d'eau incendie, de solution moussante et les moyens en émulseur et en eau sont déterminés, justifiés par l'exploitant en fonction des scénarios définis au point 43-1 du présent arrêté et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées en annexe du plan de défense incendie prévu au point 43-1 du présent arrêté. Ils tiennent compte de la production de solution moussante dans les conditions définies au point 43-3 du présent arrêté et du refroidissement des installations menacées dans les conditions définies au point 43-3-7 du</p>

présent arrêté.
<p>Constats :</p> <p>Lors des échanges avec l'exploitant sur le document, il avait été constaté des insuffisances de débit sur certains scénarios de feux de rétentions. Le jour de l'inspection l'exploitant a présenté les évolutions apportées aux installations dans le but de répondre aux prescriptions réglementaires.</p> <p>Les modifications ont consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Démonter des déversoirs dans des cuvettes de réservoirs de produits non liquides inflammables afin d'augmenter le débit sur les cuvettes de liquides inflammables voisines; • Ajouter un déversoir dans une cuvette afin d'augmenter le débit au sein de la cuvette de rétention. <p>L'inspection a pu vérifier au sein des fichiers de calculs que les débits mis en œuvre étaient supérieurs ou égaux aux débits réglementaires à mettre en œuvre pour les différentes phases.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Refroidissement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-7
Thème(s) : Risques accidentels, réservoir ou cuvette en feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour la protection des installations, le dimensionnement des besoins en eau est basé sur les débits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - refroidissement d'un réservoir à axe vertical en feu : 15 litres par minute et par mètre de circonférence du réservoir ; - refroidissement des réservoirs voisins du réservoir en feu exposés à plus de 12 kW/m² pour le scénario de référence d'incendie de réservoir : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence du réservoir ; - refroidissement des réservoirs des rétentions et sous-rétentions contiguës exposés à plus de 12 kW/m² pour le scénario de référence d'incendie de rétention ou de sous-rétention : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence de réservoir ; - protection des autres installations exposées à un flux thermique supérieur ou égal à 8 kW/m² et identifiées par l'étude de dangers comme pouvant générer un phénomène dangereux par effet domino : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence de réservoir. Une valeur différente peut être prescrite par arrêté préfectoral sous réserve d'une étude spécifique réalisée par l'exploitant.
<p>Constats :</p> <p>Lors des échanges avec l'exploitant, l'Inspection a pu constater que certains réservoirs de liquides inflammables se trouvaient dans des zones d'effets thermiques au moins égales à 8 kW/m² sans bénéficier d'un refroidissement.</p>

A ce jour, étant donné que le régime de non autonomie du site n'a pas été acté, l'article ne s'applique pas. Toutefois, cette disposition sera applicable selon un délai qui sera fixé dans un arrêté préfectoral actant ce régime. Ainsi, l'exploitant s'est engagé à réaliser les travaux permettant de rentrer en conformité avec la réglementation avant juillet 2027.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Observation n°3: L'exploitant fournira dans un délai de 3 mois à compter de la réception de ce rapport, la solution technique envisagée, le coût de cette solution et l'échéancier de réalisation projetée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Réseau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-8
Thème(s) : Risques accidentels, raccords
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si le débit d'eau nécessaire à l'opération d'extinction dépasse 240 mètres cubes par heure, l'installation dispose d'un réseau maillé et sectionnable au plus près de la pomperie.</p> <p>Les réseaux, les réserves en eau ou en émulseur et les équipements hydrauliques disposent de raccords permettant la connexion des moyens de secours publics visant à permettre l'utilisation de ces moyens.</p> <p>Des raccords de réalimentation du réseau par des moyens mobiles (internes ou externes) sont prévus pour pallier un éventuel dysfonctionnement de la pomperie. Si l'exploitant dispose de ses propres groupes de pompage, il dispose de moyens de pompage de secours lui permettant de pallier le dysfonctionnement de n'importe lequel de ses groupes pris individuellement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a questionné l'exploitant sur l'état de son réseau incendie et notamment pour savoir si son réseau était maillé. L'exploitant indique à l'Inspection qu'il ne dispose pas d'un réseau maillé.</p> <p>De la même manière que le point de contrôle précédent, étant donné que le régime de l'établissement n'a pas été acté, l'article n'est pas applicable à ce jour mais l'exploitant s'engage à réaliser les travaux afin de respecter les prescriptions réglementaires avant juillet 2027.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>Observation n°4:</p> <p>L'exploitant fournira dans un délai de 3 mois à compter de la réception de ce rapport, la solution technique envisagée, le cout de cette solution et l'échéancier de réalisation projeté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Entretien et contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-9
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et contrôles
Prescription contrôlée : L'ensemble des moyens prévus dans ce point 43-3 sont régulièrement contrôlés et entretenus pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances. Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a transmis à la suite de l'inspection les documents permettant de justifier que les moyens jouant un rôle dans la stratégie de défense incendie étaient régulièrement contrôlés et entretenus pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances. En effet l'exploitant a fourni la documentation pour : <ul style="list-style-type: none">• Les couronnes des réservoirs en date du 16 avril 2024 ;• Les déversoirs des cuvettes en date du 16 avril 2024 ;• Les rapports d'entretien des groupes motopompes en date du 26 novembre 2023 ;• Les carnets d'entretien hebdomadaire des groupes motopompes. Les différents rapports ne font pas état d'une non-conformité. Les différents points faisant l'objet d'une observation apparaissent comme traités à l'issue des différents rapports de tests. Comme indiqué dans la fiche de constat n°5, des modifications ont été réalisées sur des équipements liés aux scénarios des cuvettes de rétention. Ces travaux ont été réalisés au mois de juin 2024. Les tests n'avaient pas été réalisés le jour de l'inspection. <u>Non conformité n°2 (fait modéré) : Les tests des équipements modifiés en juin 2024 n'ont pas été réalisés.</u>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande n°2 :</u> L'exploitant doit fournir dans un délai de 3 mois les tests des débits suites aux modifications des déversoirs sur les zones 114 et 158.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois